



Association
nationale
des élus
communistes
et républicains

IL FAUT UNE GRANDE RÉFORME DE LA FISCALITÉ

VOUS ÉTIEZ NON IMPOSABLE... VOUS ÊTES RATTRAPÉS PAR L'IMPÔT!

L'EFFET DÉSASTREUX DE LA MESURE FILLON

Fillon, alors premier ministre, a gelé l'indexation du barème de l'impôt sur le revenu. La loi de finance était une vraie bombe à retardement pour les plus démunis, non désamorcée par le gouvernement Ayrault.

Vous êtes près d'un million dans le pays à devenir imposables sans que votre situation change et vous perdez du même coup un certain nombre de droits essentiels : sont impactés l'allocation logement, les allocations familiales, les quotients familiaux, la carte améthyste, la redevance TV, la taxe d'habitation, etc. **CELA N'EST PAS ACCEPTABLE.**

NON, IL N'Y A PAS TROP D'IMPÔTS ! ILS SONT RÉPARTIS INJUSTEMENT



LASSERPE.

iconovox

LES PLUS RICHES
ET LES GRANDES
ENTREPRISES
SE VOIENT
MULTIPLIER
LES EXONÉRATIONS.

L'ÉVASION FISCALE
SE CHIFFRE PAR
DIZAINES
DE MILLIARDS!

Le patronat français s'est vu offrir par le gouvernement une baisse de 20 milliards de sa contribution fiscale (crédit impôt compétitivité), accordée sans contrepartie pour l'emploi et le pouvoir d'achat. Cela fait baisser d'autant les recettes fiscales pour le pays. Alors on taxe les plus modestes ! Et on ponctionne de 4,5 milliards les collectivités territoriales...

Jean-Marc Ayrault communique sur « une pause fiscale » (pendant que l'énergie et les transports sont annoncés à la hausse...). Ce n'est pas d'une pause fiscale dont on a besoin, mais d'une grande réforme de la fiscalité marquée par la justice.

RÉCLAMONS UN MORATOIRE SUR CES IMPÔTS NOUVEAUX

Le gouvernement doit décider tout de suite de surseoir à ces impôts nouveaux qui frappent les plus modestes : il faut un moratoire ! Et décider de revenir à la situation antérieure.

ROBIN DES BOIS À L'ENVERS

Toutes ces hausses vous frappent en premier lieu... Et pour quelle efficacité ? La croissance et l'emploi repartent-ils ? Jusqu'à quand nous promettra-t-on la sortie de crise ? Notre pays, comme de nombreux pays d'Europe est malade de la politique d'austérité. Celle-ci ne profite qu'aux riches :

En 2012, les 500 plus grandes fortunes de France ont augmenté de 25% !

L'évasion des capitaux vers les paradis fiscaux est supérieure au budget de l'Éducation nationale ! Et il y aura aussi un tour de vis sans précédent sur un grand nombre de services pu-

blics utiles, avec la réduction décidée de 15 milliards d'euros de la dépense publique dans le budget de l'État, et de 4,4 milliards dans le budget de la Sécurité sociale. Seront réduits les dépenses de santé, les hôpitaux publics, les services rendus par les collectivités territoriales qu'on étrangle.

IL FAUT UNE GRANDE RÉFORME DE LA FISCALITÉ MARQUÉE PAR LA JUSTICE

Nous réclamons une réforme fiscale d'ensemble, marquée par la justice, qui combat la spéculation en la taxant et qui encourage la relance par le pouvoir d'achat, l'emploi, les services publics. Une réforme, en rupture avec la spirale désastreuse de l'austérité, qui s'attaque enfin à la finance. Les élus communistes et républicains participent à la campagne nationale qui demande une grande réforme de la fiscalité dans le sens de la justice. Celle-ci mettrait immédiatement à contribution les revenus financiers !

CETTE RÉFORME POURRAIT S'APPUYER SUR LES MESURES SUIVANTES :

Une baisse de la TVA (et non l'augmenter comme c'est prévu en janvier...).

Le rétablissement d'un impôt économique territorial assis sur le capital des entreprises et taxant les actifs financiers.

Le renforcement de l'action contre l'évasion fiscale.

Un impôt sur le revenu de type universel à taux progressifs et au nombre de tranche relevé.

L'arrêt immédiat de toutes les exonérations pour les grandes entreprises.

La prise en compte des revenus dans le calcul de la taxe d'habitation pour la rendre progressive.